

reconnaîtra cependant l'*éthos* critique de Patrick Dandrey qui le conduit à ne jamais abandonner ses objets, œuvres ou personnages, au gouffre pulsionnel (et interprétatif) qu'il laisse entrevoir – l'indice d'un tact, et d'une politique.

Brice Tabeling

Gérard BUTTOUD, *Alger sous les bombes de Louis XIV, 1661-1698*, Paris, L'Harmattan, « Historiques. Série Travaux », 2023, 200 p., 15,5 × 24 cm.

Ingénieur agronome de formation, docteur en sciences politiques et spécialiste des politiques forestières, Gérard Buttoud est par ailleurs l'auteur d'une dizaine d'études historiques, parues depuis 2016 à compte d'auteur, au rythme effréné d'une à deux publications par an, sur ce qu'il a tour à tour appelé l'« expansionnisme » puis l'« interventionnisme français », successivement envisagés dans l'océan Indien, sur les côtes occidentales de l'Afrique et enfin en Méditerranée, sur une large période, du début du XVI^e au milieu du XIX^e siècle. Aussi n'en est-il pas à son coup d'essai avec ce nouvel ouvrage, dont la lecture est d'autant plus déconcertante de ce fait.

Contrairement à ce que son titre pourrait laisser penser, M. Buttoud ne s'intéresse pas seulement ici aux spectaculaires bombardements d'Alger, qui eurent lieu en 1682, 1683 et 1688, au moyen des fameuses galiotes à bombes que l'officier de marine et ingénieur Renaud d'Eliçagaray venait tout juste alors de mettre au point. Son sujet est beaucoup plus vaste, puisqu'il prétend embrasser l'ensemble des démonstrations de force et expéditions punitives – allant du simple blocus naval à la descente à terre de troupes, comme à Gigeri en 1664, en passant par les représailles navales – dont Alger et ses redoutables corsaires « barbaresques » firent l'objet de la part de la France, du début du règne personnel de Louis XIV en 1661 jusqu'au renouvellement en 1698 d'un traité de paix qui fut dès lors durablement respecté. L'auteur y voit en effet « une véritable guerre franco-algérienne », dont il souligne avec raison dans son introduction qu'elle demeure « mal connue » et qu'il se propose, « même modestement » dit-il, de « revisiter ». Ainsi énoncé, le projet paraît louable. On ne saurait en dire autant, hélas, de sa réalisation.

Passons sur le style, d'une désagréable familiarité, que l'auteur s'est cru obligé d'adopter (rien ne nous est épargné : les acteurs de cette histoire « se tapent dessus », « se mettent la pâtée », puis « se font la malle » ou bien « rentrent au bercail » ; les autorités ne légifèrent pas, elles « pendent des textes » ; Louis XIV lui-même « mégote » et l'on voit entrer en scène « les tribus du coin »), et commençons par donner une idée du plan de l'ouvrage. Après une brève introduction (intitulée « Punir la régence d'Alger »), M. Buttoud divise son propos en six chapitres, s'intéressant successivement au rapport de force entre les corsaires d'Alger et la marine de Louis XIV (« À corsaire, corsaire et demi ») ; à l'organisation politique de la régence et à ses relations commerciales et diplomatiques avec la France (« Sous la régence d'Alger ») ; à la pénétration commerciale française dans la région et aux efforts de la monarchie pour les

soutenir, par la négociation ou par la force (« Faire la police du commerce ») ; à la désastreuse expédition de Gigeri en 1664 (« S'installer en Barbarie ») ; aux bombardements d'Alger en 1682 et 1683 (« Bombarder la ville ») ; et enfin au bombardement de 1688, à la conclusion du traité de paix de 1689 et à la mise en œuvre de ce dernier (« Après la guerre, la paix ? »). Agrémenté d'une quinzaine d'illustrations, dont beaucoup sont malheureusement peu lisibles du fait de leur petite taille et de leur faible définition, l'ouvrage s'achève par une courte bibliographie. Mêlant historiographie traditionnelle et publications plus récentes, tant françaises qu'algériennes, italiennes ou anglo-saxonnes, mais présentant aussi de graves lacunes, qui augurent mal du contenu de l'ouvrage, celle-ci comprend par ailleurs un bien maigre état des sources, dont la consultation a de quoi laisser perplexe.

Outre une poignée de récits de voyages et de relations historiques, M. Buttoud paraît en effet se fonder principalement, d'une part, sur quelques numéros de la *Gazette* et du *Mercur de France*, consacrés à certaines des opérations navales et militaires qui furent menées par la France contre Alger pendant la période ici envisagée ; et d'autre part sur le texte des traités signés entre les deux puissances en 1619, 1628, 1666, 1679, 1684 et 1689, tels qu'ils ont été publiés dans les t. V, VI et VII, parus en 1728 et 1731, du célèbre *Corps universel diplomatique du droit des gens*. Il va sans dire que le point commun de ces sources est qu'elles sont imprimées et, de plus, disponibles en ligne. De sources inédites, c'est-à-dire d'archives, il n'est en revanche pas question. L'auteur semble notamment avoir jugé superflu de consulter, ne fût-ce que pour y donner quelques coups de sonde, la très riche et néanmoins très accessible sous-série B du fonds Marine ancien des Archives nationales, où il aurait par exemple pu se plonger dans la correspondance des secrétaires d'État de la Marine successifs avec les intendants de Toulon et de Marseille, les consuls de France à Alger ou encore les commandants d'escadres déployées en Méditerranée. Faute de quoi M. Buttoud se condamne lui-même, ou bien à surinterpréter des sources qui sont difficilement exploitables lorsqu'on les étudie de manière isolée, ou bien à travailler de seconde main, d'après ses prédécesseurs. Or, dans ces conditions, comment prétendre renouveler notre approche d'une question dont l'historiographie ne nous propose, paraît-il, qu'une vision incomplète et biaisée ?

Il est vrai que M. Buttoud ne s'embarrasse pas pour si peu. On ne tarde pas à comprendre en effet qu'à ses yeux les événements des années 1661-1698 préfigurent tout simplement ceux des années 1827-1847, soit la prise d'Alger sous Charles X et les débuts de la colonisation française en Algérie sous Louis-Philippe I^{er}, tels que l'auteur les a lui-même « revisités » dans un précédent ouvrage (*L'Expédition d'Alger revisitée, 1827-1847*, Paris, L'Harmattan, « Historiques. Série Travaux », 2022). Envisagées dans cette perspective, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle est fort peu historique, les opérations contre Alger au temps de Louis XIV ne sauraient être, sous couvert de représailles, que des agressions pures et simples, lancées de manière arbitraire par un pouvoir cynique et brutal, et elles doivent nécessairement déboucher, compte tenu de l'incompétence que l'auteur se plaît à prêter aux généraux et

amiraux français, sur de grotesques aventures militaires, en dépit des efforts de la « propagande » pour les présenter comme d'éclatantes victoires.

Une fois ce schéma devenu évident – c'est-à-dire au bout de quelques pages –, on ne s'étonne plus de rien : que la course barbaresque nous soit présentée comme une forme normale d'échange, dont nul n'aurait eu en fait à se plaindre côté français, pas même les captifs réduits en esclavage à Alger ; que l'auteur s'obstine à affirmer tout au long de l'ouvrage que les sujets de Louis XIV (sans doute confondus avec les corsaires de Malte et de Toscane) pratiquaient eux aussi la course contre ceux d'Alger, voire débarquaient sur leurs côtes pour y faire des captifs, de sorte que les Barbaresques n'auraient fait, en somme, que leur rendre la pareille ; que la politique française à l'égard d'Alger paraisse tout entière guidée par le souci de conserver sur les bancs des galères de France quelques centaines de « Turcs », c'est-à-dire de Barbaresques (car, comme nous l'apprend l'auteur, qui n'est pas à une essentialisation près, ces derniers sont « plus costauds et rudes à la besogne que les condamnés français ») ; que le Roi-Soleil nous soit présenté, à l'ancienne mode, comme un despote absolu, uniquement préoccupé de sa gloire ; que les expéditions françaises soient systématiquement tournées en ridicule et leurs succès minimisés, fût-ce la prise ou la destruction de tout ou partie de la flotte algéroise, la dévastation des bas quartiers d'Alger, le renversement du dey et même, pour finir, la signature du traité de 1689, dont M. Buttoud n'hésite pas à affirmer, contre toute évidence, qu'il n'eut aucune traduction concrète dans les faits.

C'est peu de dire que l'ouvrage déçoit.

Pierre Le Bot

Manuel RIVERO RODRÍGUEZ, *Olivares. Reforma y revolución en España (1622-1643)*, Madrid, Arzalia, 2023, 320 p., 15 × 23 cm.

Le titre de l'ouvrage de Manuel Rivero Rodríguez avertit le lecteur qu'il ne s'agit pas d'une énième biographie sur Gaspar de Guzmán, comte-duc d'Olivares (1587-1645), mais d'une réflexion sur les pratiques du gouvernement espagnol, au temps où Olivares occupa la position de principal ministre, de *valido*, du roi d'Espagne Philippe IV. Le fil directeur affiché, c'est-à-dire considérer le second quart du XVII^e siècle comme un temps de réforme et de révolution au sommet de l'État, indique d'emblée le projet de l'historien de revenir sur la légende noire du comte-duc. Cette dernière, élaborée dès le début des années 1640 et la chute du *valido*, considère les projets de réformes comme superficiels puisqu'Olivares aurait avant tout été guidé par deux prémices, à savoir la recherche des honneurs et des richesses, d'une part, et la mise en place d'un gouvernement absolutiste, tournant le dos aux traditions locales et provinciales de la monarchie espagnole, d'autre part. C'est un autre projet politique et spirituel que Manuel Rivero Rodríguez exhume en prêtant attention aux discours politiques et aux réalisations du ministre. L'historien